

III. AMENDMENT
DU DÉLÉGUÉ DE BELGIQUE
AUX PARAGRAPHES A, B-ET C
DE L'ARTICLE VII
(ARTICLE V DU PROJET ANGLO-ALLEMAND).

Lorsqu'un sujet aura à comparaitre devant un tribunal japonais, les stipulations suivantes seront observées :

a) Les sujets jouiront du privilège de faire porter directement devant des juges appartenant aux tribunaux de seconde instance tous les procès civils où ils figureront soit comme demandeurs soit comme défendeurs, et dans lesquels le montant de la demande ou la valeur de l'objet en litige dépassera 100 yen.

b) Les sujets jouiront du même privilège pour le cas où ils seraient accusés d'un crime ou d'un délit.

c) Dans les cas prévus aux paragraphes a et b, le tribunal qui sera appelé à connaître de l'affaire sera composé en majorité de juges de nationalité étrangère.

L'introduction de toute instance civile rentrant dans la catégorie spécifiée au paragraphe a, de même que l'instruction de toute action criminelle ou correctionnelle où seraient impliqués des sujets seront placées sous la direction d'un juge de nationalité étrangère.

III. AMENDMENT
OF THE DELEGATE OF BELGIUM TO
PARAGRAPHS A, B, AND C, OF ARTICLE VII
(V OF THE ANGLO-GERMAN DRAFT).

When a subject has to appear before a Japanese Court the following stipulations shall be observed :

a) subjects shall enjoy the privilege of having all the civil suits to which they are parties either as plaintiffs or defendants, and in which the amount involved or the value of the object in dispute exceeds 100 yen, brought immediately before the Courts of Second Instance.

b) subjects shall enjoy the same privilege in case they are charged with the commission of a crime or delict.

c) In the cases provided for under subheads a and b the Court which is called upon to exercise jurisdiction shall be composed of a majority of judges of foreign nationality.

The institution of every civil action coming under the category specified in subhead a, as well as the preliminary examination of any criminal process in which subjects may be involved, shall be under the direction of a judge of foreign nationality.

PROTOCOLE N° 19.

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1887.

La Conférence s'est réunie à deux heures de l'après-midi sous la présidence du Comte Inouyé.

Etaient présents :

Pour le Japon :

Le Comte Inouyé et M. Aoki ;

Pour la France :

M. Sienkiewicz ;

Pour l'Autriche-Hongrie :

Le Comte Charles Zaluski ;

Pour la Grande-Bretagne :

Sir Francis R. Plunkett et M. Hannen ;

Pour l'Italie :

M. de Martino ;

Pour la Belgique :

M. Neyt ;

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

M. Hubbard ;

Pour l'Allemagne :

M. von Holleben et M. Zappe ;

Pour la Russie :

M. Schévitch ;

Pour les Pays-Bas, pour la Suède et Norvège et pour le Danemark :

M. van der Pot ;

Pour l'Espagne :

M. Delavat ;

Pour Hawaii :

M. Irwin ;

Pour le Portugal :

M. Loureiro ;

Pour la Confédération suisse :

M. von Holleben.

Le Président annonce qu'il a le plaisir de remettre aux Délégués le texte français des articles, propositions et amendements ayant fait l'objet d'un vote définitif de la Conférence jusqu'au 15 janvier 1887.

Il propose ensuite qu'il soit procédé à la signature du protocole de la dernière séance.

M. Sienkiewicz, après avoir demandé la parole sur le protocole, donne lecture de la déclara-

PROTOCOL N° 19.

MEETING OF THE 2ND FEBRUARY 1887.

The Conference met at 2 o'clock in the afternoon under the presidency of Count Inouyé.

There were present :

For Japan :

Count Inouyé and Mr. Aoki ;

For France :

Mr. Sienkiewicz ;

For Austria-Hungary :

Count Charles Zaluski ;

For Great Britain :

Sir Francis R. Plunkett and J. Hannen ;

For Italy :

Mr. de Martino ;

For Belgium :

Mr. Neyt ;

For the United States of America :

Mr. Hubbard ;

For Germany :

Mr. von Holleben and Mr. Zappe ;

For Russia :

Mr. Schévitch ;

For the Netherlands, for Sweden and Norway, and for Denmark :

Mr. van der Pot ;

For Spain :

Mr. Delavat ;

For Hawaii :

Mr. Irwin ;

For Portugal :

Mr. Loureiro ;

For the Swiss Confederation :

Mr. von Holleben.

The President said he had much pleasure in handing to the Delegates the French text of the Articles, Propositions, and Amendments in regard to which definite action had been taken by the Conference up to the 15th January, 1887.

The President then proposed that the Protocol of the last meeting should be signed.

Mr. Sienkiewicz, having asked leave to address the Conference on the Protocol of the last

ration suivante :

" Dans le discours que l'honorable M. Aoki a prononcé à la dernière séance, je relève le passage suivant : '.....Les Délégués japonais, pour répondre à l'invitation que les Délégués étrangers leur ont adressée, ont préparé un projet des amendements que le Gouvernement japonais voudrait voir apporter à l'Article V du projet anglo-allemand.'—Cette déclaration me semble trop absolue, attendu qu'en ce qui me concerne, je n'ai point sollicité la présentation des amendements dont il s'agit. Je me hâte d'ajouter que cette remarque n'a nullement pour objet de contester aux Délégués japonais le droit de proposer des amendements. Les raisons qui me font prendre la parole sont d'un ordre tout différent.

" En demandant au Gouvernement japonais, à la séance du 15 janvier, de vouloir bien faire connaître les modifications qu'il désirerait apporter au projet anglo-allemand, l'honorable premier Délégué de la Grande-Bretagne a fait observer que le projet de Convention judiciaire devrait être mis en harmonie avec la nouvelle organisation judiciaire dont le projet a été récemment communiqué aux Délégués étrangers par Son Excellence le Comte Inouyé. Or, c'est là un point de vue auquel il m'est impossible de me placer.

" Sans examiner dans quelle mesure un simple projet peut, en thèse générale, influer sur les travaux d'une Conférence, je me bornerai à rappeler que le système proposé par l'honorable premier Délégué de la Grande-Bretagne et accepté par le Gouvernement japonais, ne répond ni au texte ni à l'esprit de l'Article IV (nouveau) de la Convention judiciaire, qui a été voté à l'unanimité et sans provoquer la moindre objection. Cet article dit expressément que 'le Gouvernement Impérial du Japon s'engage à établir l'organisation judiciaire de l'Empire sur les bases des principes de l'Occident et des stipulations contenues dans la présente Convention.' Et, dès lors, c'est à la Conférence à arrêter, sans préoccupation d'aucune sorte, les règles et les principes auxquels l'organisation judiciaire devra se conformer, et non à un projet d'organisation judiciaire, qui n'a même pas été discuté, à

sitting read the following declaration :—

" In the speech which the honorable Mr. Aoki made at the last meeting, I note the following passage :.....'the Japanese Delegates had, in response to the invitation of the Foreign Delegates addressed to them at the last meeting, prepared a draft of the amendments which the Japanese Government desired to introduce into Article V of the 'Anglo-German Project.' This statement appears to me to be too absolute, since so far as I am concerned, I have not asked that the amendments in question should be presented. I hasten to add that in making this remark, I have no intention of questioning the right of the Japanese Delegates to propose amendments. The motives which induce me to address the Conference are of a quite different nature.

" When, at the meeting of the 15th of January, the honorable First Delegate of Great Britain asked the Japanese Government to be so good as to make known the modifications which they wished to introduce into the Anglo-German Project, Sir Francis Plunkett observed that the draft Jurisdictional Convention ought to be made to harmonize with the new constitution of the Law Courts, the draft of which was lately communicated to the Foreign Delegates by His Excellency Count Inouye. This is a point of view which I find it impossible to adopt.

" Without entering into the question as to what extent a mere draft can, generally speaking, influence the work of a Conference, I will simply point out that the plan proposed by the honorable First Delegate of Great Britain, and accepted by the Japanese Government, is in conformity neither with the wording nor with the spirit of the new Article IV of the Jurisdictional Convention which was voted unanimously without the least objection having been raised. That Article states expressly 'that the Imperial Japanese Government undertakes to organize the constitution of the Law Courts of the Empire in accordance with Western principles and the provisions of this Convention.' It is for the Conference, therefore, to decide, without regard to any extraneous considerations whatsoever, the rules and principles to which the judicial organization should conform, and not for a Draft

" marquer à la Conférence la voie qu'elle doit suivre.

" En ce qui touche le projet en question, je ne me reconnais pas le droit d'examiner s'il est ou s'il n'est pas conforme aux principes de l'Occident, attendu que ce droit ne m'a été concédé ni par l'Article IV, ni par l'Article V (nouveaux) de la Convention. Ce projet, je l'ai transmis à mon Gouvernement; je n'ai à l'approuver ni directement ni indirectement.

" Ces réserves posées, je suis prêt à prendre part aux débats auxquels donneront lieu les amendements proposés par les honorables Délégués du Japon."

Il est alors procédé à la signature du protocole n° 18.

Sir Francis Plunkett demande la permission de dire quelques mots en réponse aux observations que vient de faire son honorable collègue le Délégué de France. L'honorable Délégué lui paraît s'être légèrement mépris sur l'attitude qu'il avait prise relativement au projet d'organisation judiciaire du Japon communiqué aux Délégués il y a quelques semaines. Ce que l'orateur a dit en réalité à la séance du 15 janvier, c'est qu'il serait avantageux, à son sens, que la Conférence sût si le Gouvernement japonais désirait apporter des modifications aux termes de l'Article V, en vue de le mettre en plus complète harmonie avec la nouvelle organisation judiciaire.—Plus loin, dans le même discours, il a ajouté que, "étant donné que cette loi est une œuvre de haute valeur et de grande importance"—appréciation d'un caractère général que personne, pense-t-il, ne contredira,—"une œuvre qui doit servir de fondement aux futures institutions judiciaires de l'Empire en ce qui concerne les étrangers eux-mêmes, il désirait savoir comment les Délégués du Japon comptaient concilier les divergences qui existaient à certains égards entre les deux projets."

Les observations que le premier Délégué de la Grande-Bretagne a formulées à cette occasion, et qu'il vient de citer, montrent qu'en faisant ses suggestions touchant la présentation par les Délégués japonais d'amendements à l'Article V, il s'était borné à signaler qu'il existait certaines

" Constitution of the Law Courts which has not even been discussed to indicate to the Conference the course it ought to follow.

" So far as the draft in question is concerned, I do not consider that I have the right of examining whether it is or is not in conformity with Western principles, such right not having been conferred upon me either by the new Article IV, or by the new Article V of the Convention. I have transmitted this Draft to my Government; but I am not called upon to state my approval of it either directly or indirectly.

" Having made the foregoing reservations, I am ready to take part in the discussion to which the amendments proposed by the honorable Japanese Delegates may give rise."

Protocol No. 18 was then signed.

Sir Francis Plunkett begged to say a few words in reply to the observations just made by his honorable Colleague the Delegate of France. His honorable Colleague appeared to have slightly misunderstood the position he had taken in regard to the Draft Constitution of the Law Courts for Japan communicated to the Representatives a few weeks ago. What he had actually said at the meeting of the 15th January was that "it would be advantageous, he thought, if the Conference could know whether the Japanese Government desired to introduce any modifications into the wording of Article V, so as to make it agree more closely with the provisions of the new Constitution of the Law Courts." Subsequently in the same speech he had added that "in view of the fact that this constitution was a work of much value and importance,"—a general statement which he thought no one could deny,—"forming as it would the ground-work of the future jurisdictional arrangements of this Empire also in the case of foreigners, he wished to know how the Delegates of Japan proposed to reconcile the differences which existed in some respects between the two Drafts."

The remarks which he had made on the occasion in question, and which he now quoted, showed that in his suggestions regarding the presentation of amendments to Article V by the Japanese Delegates he had limited himself to pointing out that certain differences existed

divergences entre l'Article V sous sa forme originale et le projet d'organisation judiciaire, et à exprimer le désir d'être fixé sur la manière dont on comptait concilier ces divergences. Ce langage n'impliquait ni une approbation ni une improbation des divers détails du projet de loi en question: sur ce point, l'orateur n'a exprimé aucune opinion.

M. Sienkiewicz fait observer que s'il a exagéré, comme on le lui reproche, la manière de voir de l'honorable premier Délégué de la Grande-Bretagne, il est une chose, du moins, dont il n'a pu exagérer le sens, et c'est le texte de ce passage du dernier protocole qu'il a déjà cité et qu'il croit devoir citer une seconde fois:

"Le Président reprend en disant que les Délégués japonais ont, pour répondre à l'invitation que les Délégués étrangers leur ont adressée à la dernière séance, préparé un projet des amendements que le Gouvernement japonais voudrait voir apporter à l'Article V du projet anglo-allemand."

Ce passage est absolument précis, tellement précis même que l'orateur s'est vu dans la nécessité de faire des réserves en ce qui le concernait.—D'autre part, comme l'honorable Sir Francis Plunkett avait implicitement approuvé le projet d'organisation judiciaire, le Délégué de France ne se considérant le droit ni d'approuver ni de désapprouver le projet en question, à du déclarer, et déclare de nouveau, pour éviter toute fausse interprétation, que ce droit ne lui appartient pas.

M. de Martino dit qu'il comprend sans peine l'intérêt qu'attachent les honorables Délégués du Japon à ce que l'Article V (nouveau VII) s'accorde avec leur loi d'organisation judiciaire. Néanmoins, il ne peut admettre sans réserves que cet argument soit invoqué devant la Conférence, car l'effet en pourrait être de subordonner une Convention internationale aux dispositions d'une loi intérieure. Si la Conférence avait pour mission et pour rôle de prendre en considération le projet d'organisation des Cours de justice de l'Empire, afin de faire concorder avec lui le projet de Convention, elle serait obligée d'examiner cette loi intérieure du Japon: or, l'orateur est d'avis qu'elle n'a pas le

between Article V in its present form and the Draft Constitution of the Law Courts, and expressing a wish to be informed how it was proposed to reconcile them. This by no means implied either an approval, or the reverse, of the various details of the Draft Constitution in question; on that subject he had not expressed any opinion.

Mr. Sienkiewicz observed that if he had exaggerated, as he had been represented as doing, the views of the honorable First Delegate of Great Britain, there was one thing, at any rate, the meaning of which it had not been in his power to exaggerate; this was the wording of the passage in the last Protocol which he had already quoted, and which he thought it necessary to quote a second time:—

"The President went on to say that the Japanese Delegates had, in response to the invitation of the Foreign Delegates addressed to them at the last meeting, prepared a draft of the amendments which the Japanese Government desired to introduce into Article V of the Anglo-German Project."

This passage was as precise as it was possible for it to be,—so precise indeed that he felt obliged to make reservations regarding it, as far as he himself was concerned. On the other hand, as the honorable Sir Francis Plunkett had given an implied approval to the Draft Constitution of the Law Courts, the Delegate of France, not feeling himself entitled either to approve or to disapprove of the draft in question, had felt bound to declare, and now repeated that declaration, in order to avoid any false interpretation being placed upon his action, that this right did not belong to him.

Mr. de Martino stated that he quite understood the interest shown by the honorable Delegates of Japan that Article V (now VII) should agree with their law of judicial organization. He could not, however, accept without reserve that argument being brought to bear upon the Conference, as the result might be to subordinate an International Convention to the stipulations of internal laws. If the mission and duty of the Conference were to take into consideration the Draft Constitution of the Imperial Courts in order that the Draft Convention should harmonize with it, the Conference would be obliged to examine that internal law of Japan; and he (Mr. de Martino) was of opinion that it

droit d'agir ainsi.—L'Article III (nouveau V), qui a déjà été voté par la Conférence, porte que le Gouvernement Impérial du Japon s'engage à communiquer aux divers Gouvernements le texte authentique des lois fixant l'organisation judiciaire, ainsi que celui des corps de lois énumérés à l'article précédent.

C'est donc à ces Gouvernements qu'il appartient de vérifier si les lois en question sont bien en conformité avec les principes occidentaux et si, par conséquent, l'une des conditions fondamentales pour l'efficacité de la Convention se trouve réalisée.

M. de Martino ajoute que ce sont là les propres termes dans lesquels son Gouvernement lui a récemment écrit. Les Délégués à cette Conférence doivent se borner à élargir une Convention internationale sur les bases communiquées par eux à leurs Gouvernements respectifs et acceptées par ces Gouvernements.

Le Président dit qu'en réponse à l'honorable Délégué de France, il fera observer que les Délégués japonais n'ont jamais entendu que le projet d'organisation judiciaire qui a été communiqué aux Délégués étrangers dût faire l'objet de discussions de la part de la Conférence. Les Délégués japonais doivent réserver comme une question qui relève de la seule décision du Gouvernement Impérial, le projet dont ce document contient les délinéaments, en tant, tout au moins, que cette réserve n'est pas affectée par les dispositions de l'Article IV du projet anglo-allemand, stipulant que l'organisation judiciaire devra être conforme aux principes du droit occidental, et que le texte en sera communiqué aux Gouvernements étrangers.

Le premier Délégué du Japon ajoute qu'il reconnaît toute la valeur de cet argument, que le régime juridictionnel à instituer au Japon devra, en ce qui touche les étrangers, être subordonné avant tout aux clauses du traité qui fait l'objet des présentes négociations. Mais, en même temps, il a la confiance que les Délégués étrangers, de leur côté, admettront que le Gouvernement japonais est logiquement et raisonnablement en droit de chercher à rapprocher autant que possible ce traité de la loi sur l'organisation des Cours et Tribunaux pour le mettre en harmonie avec elle.

M. Sienkiewicz croit comprendre que le désir des Délégués japonais serait de prendre pour base du système judiciaire que la Conférence

had no such right. Article III (now V), which had been already voted by the Conference, stated that the Imperial Japanese Government undertook to remit to the various Governments the authentic text of the Constitution of the Law Courts, and the codification enumerated in the preceding article. It was for those Governments, therefore, to see if the laws in question conformed to Western principles, and if, consequently, one of the fundamental conditions of the efficacy of the Convention was fulfilled. His Government, Mr. de Martino added, had lately written to him in these very terms. The Delegates at the present Conference must limit themselves to the framing of an International Convention upon the bases which they had communicated to their respective Governments, and which those Governments had accepted.

The President desired to say, in reply to the honorable Delegate of France, that the Japanese Delegates had never intended that the Constitution of the Law Courts, which had been transmitted to the Foreign Delegates, should form a subject of discussion by the Conference. The Japanese Delegates must reserve the scheme outlined in that document as a matter for the action of the Imperial Government, except so far as such reservation might be affected by the stipulations of Article IV of the Anglo-German Project, namely that the Constitution of the Law Courts should conform to Western legal principles, and should be communicated to the Governments of the Foreign Powers.

The First Delegate of Japan added that he fully recognized the force of the argument that the jurisdictional conditions which were to prevail in Japan would, so far as foreigners were concerned, be regulated, primarily, by the Treaty which was the object of the present negotiations. On the other hand, he trusted that the Foreign Delegates would, for their part, admit that it was both natural and reasonable for the Japanese Government to desire to bring that Treaty as much as possible into harmony with the constitution of their law courts.

Mr. Sienkiewicz said that he understood that the wish of the Japanese Delegates was to take as the basis of the judicial system which the

est appelée à établir, une loi japonaise qui, d'ailleurs, n'est encore qu'à l'état de projet.—Il résulte des termes mêmes de l'Article IV de la Convention, tel qu'il a été voté par la Conférence, que les dispositions de la future organisation judiciaire du Japon doivent non seulement être conformes aux principes du droit occidental, mais tenir compte aussi des clauses qui seront contenues dans la Convention. Or, c'est précisément sur la manière dont on procédera pour arriver à l'harmonie qu'il s'agit d'établir entre la Convention et la loi japonaise qui organisera les Cours et Tribunaux de l'Empire que l'orateur fait des réserves.

M. Aoki tient à bien établir que les Délégués japonais n'ont pas eu l'intention de donner à entendre qu'ils désirent faire de la loi relative à l'organisation judiciaire la règle qui doit servir de guide à la Conférence. Ils se sont bornés à déclarer que la loi en question constituait pour eux cette règle et ce guide, et ils ne saisissent pas en quoi cette déclaration pourrait soulever des objections. Il est naturel que dans les propositions qu'ils ont présentées touchant celles des stipulations du traité qui ont trait à la juridiction, ils se soient inspirés des projets de lois préparés par le Gouvernement japonais avec un grand soin et après une étude approfondie de toutes les questions qu'ils comportent.

M. Sienkiewicz répond que, sur ce dernier point, il n'aura garde de désapprouver les Délégués japonais. Il n'a jamais contesté à personne le droit de s'inspirer d'un document quelconque. Mais se trouvant en présence d'amendements proposés par le Gouvernement japonais, il examine ces amendements en eux-mêmes sans s'occuper de savoir quelles sont les sources auxquelles ils ont été empruntés.

Le Président dit qu'il pense que les membres de la Conférence ont eu tout le temps de prendre connaissance du projet d'amendements qui leur a été remis à la dernière séance. Il proposera, en conséquence, que la Conférence commence par la discussion générale de ce projet, et passe ensuite à la discussion et au vote des paragraphes pris séparément.

M. Sienkiewicz, prenant la parole, dit qu'il se voit dans l'obligation de déclarer que l'étude du projet d'article présenté par les honorables Délégués du Japon ne l'a pas entièrement satisfait. Le futur Article VII, ayant en vue

Conference was called upon to establish, a Japanese law which so far, however, existed simply in the form of a draft. It followed, as a result of the very terms of Article IV of the Convention, as voted by the Conference, that the stipulations of the future judicial organization of Japan must conform not only to the principles of Western law, but agree, also, with the clauses of the Convention. It was, however, precisely in regard to the plan to be followed in establishing the necessary harmony between the Convention and the Japanese law organizing the various Courts of the Empire that he made reservations.

Mr. Aoki wished to explain that the Japanese Delegates had not intended to have it inferred that they desired to make the Constitution of the Law Courts a guiding rule for the Conference. They had only declared that it occupied that position for them, and they failed to understand why any objection should be made to this declaration. In the propositions which they brought forward with reference to the jurisdictional stipulations of the Treaty, they would naturally be guided by the drafts of laws prepared by the Japanese Government with great care, and after full consideration of all the questions involved.

Mr. Sienkiewicz replied that on this last point he had no reason to disagree with the Japanese Delegates. He had never contested the right of any one to be guided by any document whatsoever; but finding himself confronted by amendments proposed by the Japanese Government, he examined those amendments by themselves without troubling himself to ascertain the sources from which they were derived.

The President said that he trusted that the members of the Conference had had sufficient time to make themselves acquainted with the draft of amendments which had been placed in their hands at the previous meeting. He would therefore propose that that draft should first of all form the subject of a general discussion, and that the Conference should subsequently discuss and vote upon each article separately.

Mr. Sienkiewicz, addressing the Conference, said that he felt himself obliged to state that he had not been altogether satisfied by his study of the draft article presented by the honorable Delegates of Japan. The future Article VII

l'organisation des tribunaux qui seront appelés à juger les étrangers, est un des plus importants dont la Conférence ait eu encore à s'occuper. Or, les amendements proposés par les Représentants du Gouvernement japonais offrent-ils toutes les garanties auxquelles les Délégués étrangers ont le droit de prétendre en une aussi sérieuse matière? L'orateur n'oserait répondre affirmativement.

En premier lieu, il est dit que les juges étrangers de première instance, au civil comme au criminel, seront délégués des Cours d'Appel; en d'autres termes, que les juges de nationalité étrangère seront alternativement membres d'un tribunal et membres d'une Cour. Sans parler du principe d'après lequel un juge ayant siégé en première instance ne peut siéger en appel dans une même affaire, un pareil système ne paraît guère compatible avec le principe fondamental de l'inamovibilité et de l'indépendance des juges. En effet, du moment où l'autorité judiciaire, terme vague, pourrait, suivant sa convenance, son bon plaisir, ou ses rancunes, faire voyager les juges étrangers d'un bout du Japon à l'autre, les expédier dans un tribunal de première instance sis à l'extrémité de l'Empire, ou les ramener à Tokio comme membres de la Cour d'Appel, les transformer en quelque sorte, si l'on peut s'exprimer ainsi, en juges nomades, il semble que l'indépendance de ces juges, dans de telles conditions, ne puisse pas être aussi absolue qu'il le faudrait.

De même, en ce qui concerne la défense, le projet dit que des avocats compétents seront attachés à chaque Cour ou tribunal, et que les étrangers poursuivis pour crime ou délit seront, sur leur requête, assistés d'un de ces avocats nommé d'office. Mais ces avocats seront, dans une certaine mesure, des fonctionnaires relevant du tribunal ou de la Cour auxquels il seront attachés, et dès lors il est à craindre que la défense ne jouisse pas de toute la liberté nécessaire. C'est donc là encore une garantie essentielle qui fait défaut, si l'on n'entend pas dire et si l'on ne dit pas formellement que le choix d'un avocat sera entièrement libre.

Le Délégué de France n'a pas l'intention d'entrer pour le moment dans le détail de la rédaction, encore que celle-ci ne soit pas toujours

dealt with the organization of the Courts which would be called upon to try foreigners, and was therefore one of the most important which had as yet engaged the attention of the Conference. To the question as to whether the amendments proposed by the Representatives of the Japanese Government offered all the guarantees which the foreign Delegates had a right to demand in so serious a matter, he could not reply in the affirmative.

In the first place, it was said that the foreign judges attached to Courts of First Instance, in civil as well as in criminal matters, would be delegated from the Courts of Appeal, and also that the judges of foreign nationality would be alternately members of a lower Court and members of a higher Court. Setting aside the principle according to which a judge who had sat in a Court of First Instance could not sit in the same case on appeal, a system of this kind appeared to be incompatible with the fundamental principle of the irremovability and independence of the judges. As a matter of fact, since the judicial authority, which was a vague term, could as suited his convenience, his good will, or his spite, cause foreign judges to journey from one end of Japan to the other, send them to a Court of First Instance situated in the furthest corner of the Empire, or bring them to Tokio to serve as members of the Appeal Court, and thus transform them, so to speak, into nomadic judges, it seemed as if the independence of those judges, under such conditions, could not be so absolute as was necessary.

Similarly with regard to the privilege of defense the proposals stated that competent advocates would be attached to each higher or lower Court, and that foreigners prosecuted for a crime or delict would be, at their request, assisted by an advocate appointed by the Court. These advocates, however, would be, to a certain extent, functionaries dependent upon the lower or the higher Court to which they were attached, and therefore it was clear that the defense would not have all necessary freedom. Here again an essential guarantee was lacking, unless it was intended and formally stated that the choice of an advocate should be perfectly free.

The Delegate of France did not intend at present to enter into details regarding the wording of the Article, although this was not

parfaite. Mais dans le paragraphe qui se réfère au rôle de la Cour de Cassation,—ce rouage si important de toute organisation judiciaire,—la rédaction est tellement obscure qu'il ne peut se dispenser de réclamer quelques éclaircissements. Le texte porte que "les jugements rendus par les Cours d'Appel seront sujets à pourvoi pour "erreur de droit devant la Cour Suprême."—Vaut-il parler ici du pourvoi en cassation pour violation ou fausse interprétation de la loi? S'agit-il d'un troisième degré de juridiction, et entend-on dire que cette Cour Suprême, comme son nom seul tendrait à le faire croire, peut, dans certains cas, rendre des jugements?

Le système de compétence au criminel présente aussi des particularités. Un des points essentiels du projet, c'est l'attribution aux tribunaux de première instance de la compétence générale, de telle sorte qu'un individu qui serait condamné à mort par un tribunal de première instance pourrait aller en appel, puis d'appel en Cour Suprême. La situation serait étrange. Mais, sans savoir même dans quels termes serait conçu le nouveau projet des Délégués japonais, l'orateur s'était empressé de déposer, de son côté, une proposition relative à la création de Cours d'Assises et à l'établissement du jury.

M. Sienkiewicz croit devoir faire observer à ce propos, que la question de l'établissement du jury, en dépit des objections qu'elle rencontre, s'impose à la sérieuse attention de la Conférence. Il n'ignore pas qu'on a souvent contesté la valeur du jury; lui-même n'a pas le fétichisme de cette institution, et ne prétend pas qu'elle soit parfaite et inattaquable; mais, tout en reconnaissant que le jury offre parfois des inconvénients, il croit pouvoir constater que ses détracteurs n'ont pas encore trouvé mieux, et, dans tous les cas, il osera dire que le projet japonais actuel ne présente pas, surtout en matière criminelle, de telles garanties que l'on puisse renoncer délibérément en ce pays à une garantie complémentaire que la plupart des législations occidentales ne considèrent point comme superflue.

M. Aoki fera observer, en réponse à l'honorable Délégué de France, que l'amendement présenté par les Délégués du Japon a été rédigé

always perfect. But in the paragraph relating to the functions of the Court of Cassation,—which was so important a feature of all judicial organizations,—the wording was so obscure, that he felt compelled to ask for explanations. The paragraph in question said that "from the "decision of the Courts of Appeal there shall "be an appeal on the ground of error in law to "the Supreme Court." Did this refer to an appeal to the Supreme Court on the ground of a decision being contrary to the law or based upon a false interpretation of the law; or was there a third class of jurisdiction, and was one to understand that this Supreme Court, could, as its name alone implied, under certain circumstances reopen the case?

The system of competency presented also some peculiarities. One of the essential features of the proposals was the general competency conferred on Courts of the First Instance, a competency of such a kind that an individual who might be condemned to death by a Court of First Instance, would appeal to a Court of Appeal, and afterwards to the Supreme Court. The situation would be a strange one. Without, however, even knowing how the new proposals of the Japanese Delegates would be worded, he had on his side hastened to lay on the table a proposition for the creation of Assize Courts and the establishment of juries.

Mr. Sienkiewicz felt bound to observe, in this connection, that the question of the establishment of juries, in spite of the objections which it had encountered, demanded the serious attention of the Conference. He was aware that the value of juries had been often contested; he himself had not a fetish respect for this institution, and he did not pretend that it was perfect or unassailable; but while admitting that the system of juries was attended sometimes by inconveniences, he thought he might state that its detractors had not yet found any thing better; and at any rate he ventured to assert that the present Japanese proposals did not offer, more especially in criminal matters, such guarantees as to justify the deliberate renunciation in this country of a supplementary guarantee which the majority of Western legislators did not consider superfluous.

Mr. Aoki begged to observe, in reply to the honorable Delegate of France, that the amendment presented by the Delegates of Japan had

en parfaite conformité avec l'esprit du projet anglo-allemand. On s'est attaché, en même temps, à le faire aussi bref que possible, pensant qu'il suffisait d'y insérer les stipulations les plus essentielles ayant trait à la juridiction, afin de ne pas compliquer les questions à examiner par la Conférence et pour éviter de fournir une nouvelle matière à de longues discussions. L'honorable Délégué de France a dit que la question de la délégation des juges dans les différents tribunaux n'était pas absolument claire, et que l'indépendance de ces juges n'était point garantie contre toute ingérence. Le Gouvernement japonais, au contraire, considère que le caractère des juges qui seront appelés à rendre la justice doit être une garantie de première importance. Il avait été décidé, en conséquence, que les membres des Cours d'Appel seraient délégués pour siéger dans les tribunaux inférieurs. Et ce n'est pas non plus sans un système arrêté que l'on se propose de procéder.—L'Article 29 du projet d'organisation judiciaire détermine clairement et expressément la procédure qui sera suivie à cet égard. Aux termes de cet article, le Président de la Cour Suprême désignera, à la fin de chaque année judiciaire, ceux des membres des Cours d'Appel qui siégeront pendant l'année suivante dans les tribunaux de district, et il s'ensuit naturellement que les juges ainsi désignés devront établir leur résidence dans la localité où se trouveront les tribunaux de district auxquels ils seront attachés.

M. Aoki ajoute qu'il va de soi que les mêmes juges ne pourront siéger en appel dans une affaire au premier jugement de laquelle ils auront participé. En vue d'éviter aux difficultés qui pourraient se produire de ce chef, l'orateur est d'avis qu'il serait bon que la Cour Suprême de Tokio fit passer les membres des Cours et des tribunaux de la région de l'ouest dans les Cours et tribunaux de la région de l'est, et vice versa. Il lui paraît que cette mesure suffirait amplement pour prévenir des complications comme celles dont l'honorable Délégué de France a suggéré l'éventualité.

En réponse aux remarques du Délégué de France touchant les avocats, M. Aoki croit devoir faire connaître que, d'après la loi japonaise, les avocats peuvent se présenter librement devant les Cours de justice pour quiconque recourt à leurs services, et que, par conséquent,

been prepared entirely in accordance with the spirit of the Anglo-German Project. It had also been purposely made as short as possible, for it had been considered sufficient to include the most essential stipulations relating to jurisdiction, in order not to complicate the questions which the Conference had to consider, and to avoid giving additional cause for lengthy discussions. The honorable Delegate of France had stated that the question of the delegation of the judges to the various courts was not quite clear, and that their freedom from interference was not secured. The Japanese Government, on the other hand, considered that the character of the judges who would be called upon to exercise jurisdiction would itself be a guarantee of the first importance. It had therefore been decided that members of the Courts of Appeal should be delegated to sit in the lower Courts. Nor had this been done in an unsystematic manner. Article 29 of the Draft Constitution of the Law Courts prescribed clearly and expressly the procedure which would be followed. By the terms of that Article it was provided that the President of the Supreme Court should, at the end of every judicial year, designate the members of the Courts of Appeal who would sit during the ensuing year in the District Courts; and it would naturally follow that the judges thus designated would have to take up their residence at the places where the District Courts to which they were assigned were situated.

As a matter of course, Mr. Aoki added, the same judges could not sit in appeal cases who had taken part in the original hearing of such cases. In order to avoid the difficulties which might arise from this cause, it would be expedient, he thought, for the Supreme Court at Tokio to assign the members of the Western Appeal and District Courts to the Eastern District, and vice versa. It seemed to him that by this means ample provision would be made to avoid the occurrence of such complications as the honorable Delegate of France had suggested might arise.

In reply to the remarks of the Delegate of France concerning advocates, Mr. Aoki begged to say that by Japanese law advocates were freely permitted to appear in courts of law on behalf of those who needed their services, and that, consequently, litigants in civil cases and

les plaideurs dans les procès civils, et les accusés ou prévenus dans les affaires correctionnelles ou criminelles, sont en droit de réclamer l'assistance de tout avocat et de l'amener devant le tribunal. La clause qui figure dans l'amendement proposé par les Délégués japonais, d'après laquelle des avocats compétents, connaissant la langue judiciaire, seront attachés aux divers tribunaux, et qui dispose, en outre, que les sujets ou citoyens étrangers accusés de crime ou de délit seront, sur leur demande, assistés par ces avocats, paraît à l'orateur témoigner de la grande sollicitude qu'apporte le Gouvernement japonais à la sauvegarde des intérêts des étrangers et ne saurait, à son sens, donner lieu à aucune objection.

L'honorable Délégué de France, poursuit M. Aoki, a également critiqué le manque de précision qui lui paraît exister dans les clauses relatives aux attributions de la Cour Suprême et aux questions de procédure criminelle. L'orateur est d'avis que ce sont là des points de détail dont la place est dans la loi d'organisation judiciaire et dans le Code d'Instruction criminelle plutôt que parmi les clauses d'un contrat international. Les attributions de la Cour Suprême sont clairement définies dans la loi d'organisation judiciaire, et l'honorable Délégué de France constatera, en parcourant ce document, que le rôle de cette Cour est identique à celui d'une Cour de Cassation.

Quant à la question du jury, M. Aoki fera observer que, bien que la proposition de l'honorable Délégué de France lui paraisse contenir des éléments précieux pour l'étude de cette question, il ne voit pas l'utilité de s'engager dans la discussion d'un sujet aussi compliqué, d'autant plus que le projet anglo-allemand ne stipule pas l'établissement du jury, mais se borne à disposer que, dans le cas où des tribunaux assistés de jurys viendraient à être créés, les sujets ou citoyens étrangers qui comparaitraient devant ces tribunaux seraient jugés par un jury composé en majorité d'étrangers. D'autre part, ainsi qu'il résulte du projet d'organisation judiciaire, le Gouvernement japonais n'a pas l'intention d'introduire dans ses Cours de justice le système du jury. Du moment que ce mode de jugement n'est pas employé à l'égard des sujets japonais, le Gouvernement japonais ne pourrait guère l'instituer en ce qui

defendants in criminal cases were entitled to demand the services of advocates and could bring them into court. The stipulations contained in the amendment proposed by the Japanese Delegates, that competent advocates conversant with the language of the courts should be attached to them, and that, when foreign subjects or citizens were charged with delicts or with crimes, they should, if they so requested, be provided with such advocates, seemed to Mr. Aoki a proof of the great solicitude which the Japanese Government felt in safeguarding the interests of foreigners, and could not, in his opinion, give any cause for objection.

The honorable Delegate of France had also, Mr. Aoki went on to say, taken exception to the want of precision which he thought the stipulations showed with reference to the functions of the Supreme Court and the question of criminal process. Mr. Aoki was of opinion that these were matters of detail which pertained to the Constitution of the Law Courts and the Law of Criminal Procedure rather than to the provisions of an international compact. The powers of the Supreme Court were clearly defined in the Constitution of the Law Courts, and the honorable Delegate of France would perceive from a perusal of that document that the functions of that Court were identical with those of a *Cour de Cassation*.

As to the question of juries Mr. Aoki begged to observe that although the proposition of the honorable Delegate of France appeared to him to contain valuable material for the study of the question, he could not see the utility of entering into the discussion of so complicated a subject, more especially since the Anglo-German Project did not provide for the establishment of juries, but merely stipulated that in case courts with juries were introduced, foreign subjects or citizens coming before such courts should be tried by juries composed of a majority of foreigners. Moreover, as could be observed from the Constitution of the Law Courts, the Japanese Government did not contemplate the introduction of the jury system into their courts. So long, therefore, as this method of trial was not employed in the case of Japanese subjects, the Japanese Government could hardly introduce it where foreigners

concerne les étrangers, alors surtout que les intérêts de ces derniers se trouvent protégés par la création de tribunaux où siègeront des juges étrangers.

M. Schévitch demande la permission de proposer quelques changements de forme et quelques additions à certains paragraphes du projet présenté par les honorables Délégués du Japon, qui lui semblent laisser à désirer.

La définition contenue au paragraphe 1, par exemple, manque un peu de précision, et l'orateur serait d'avis de modifier ce texte ainsi qu'il suit :

"1. Les procès civils où les sujets.....seront parties et dans lesquels le montant ou l'objet de la demande dépassera directement ou indirectement la somme de 100 yen, seront jugés en première instance par un tribunal collégial (Tribunal de district) [*Chihōsai-bansho*], composé en majorité de juges de nationalité étrangère, qui seront délégués à cet effet et choisis parmi les membres d'une Cour d'Appel. Tout litige.....etc."

En ce qui concerne les Cours d'Appel et la Cour Suprême, on a omis de spécifier que la majorité des juges qui les composeraient serait de nationalité étrangère. Il serait peut-être désirable, pour réparer cette omission, d'ajouter à la fin du paragraphe 3, après l'alinéa qui porte que la Cour Suprême siègera à Tokio, le passage suivant :

"Les Cours d'Appel, avec leurs sections, et la Cour Suprême susmentionnées, lorsqu'elles jugeront les sujets.....seront également composées en majorité de juges de nationalité étrangère."

Au paragraphe 4, le Délégué de Russie proposerait de substituer la rédaction suivante, qui est la reproduction presque textuelle de l'un des amendements de l'honorable Délégué de Belgique :

"4. L'introduction de toute instance civile et l'instruction de toute action criminelle ou correctionnelle où seraient impliqués les sujets....., sera confiée à un juge de nationalité étrangère."

En ce qui concerne les avocats, l'orateur considère que les objections faites par l'honorable Délégué de France ne se justifient pas suffisamment. A son avis, le texte du para-

were concerned, especially when the interests of the latter were protected by the establishment of courts with foreign judges.

Mr. Schévitch begged leave to propose a few alterations in form and a few additions to certain paragraphs of the draft presented by the honorable Delegates of Japan, which appeared to him to leave something to be desired.

The definition contained in paragraph 1; for instance, was wanting somewhat in precision, and he was in favor of altering the wording as follows:—

"1. Civil actions to which.....subjects are parties and in which the amount involved or the value of the object in dispute exceeds, either directly or indirectly, the sum of 100 yen shall be tried in the first instance by a Collegiate Court (District Court, *Chihōsai-bansho*) consisting of a majority of judges of foreign nationality, who shall be delegated for this purpose and chosen from the members of a Court of Appeal. Any claim".....etc.

With regard to the Courts of Appeal and the Supreme Court, it was not specified that the majority of judges of which they would be composed would be of foreign nationality. It would be desirable perhaps, in order to repair this omission, to add at the end of paragraph 3, after the clause which stated that the Supreme Court should sit at Tokio, the following passage:—

"The above mentioned Courts of Appeal, with their sections, and the Supreme Court, shall, when.....subjects are tried by them, in the same way be composed of a majority of judges of foreign nationality."

In place of paragraph 4 the Delegate of Russia proposed the following wording, which was the reproduction nearly word for word of one of the amendments of the honorable Delegate of Belgium:—

"4. The institution of every civil action and the preliminary examination of every criminal process in which.....subjects may be involved shall be intrusted to a judge of foreign nationality."

With regard to advocates Mr. Schévitch thought that the objections made by the honorable Delegate of France were not altogether justified. In his opinion, the wording of the

graphe est parfaitement clair, puisqu'il dit que les accusés seront assistés sur leur requête d'un avocat nommé d'office. Il ne peut s'agir ici, évidemment, que du cas où un accusé n'aurait pas d'avocat, et devrait recourir à un avocat d'office. Il faut même voir là, de la part du Gouvernement japonais, une attention dont on doit lui savoir gré. Toutefois, l'orateur proposera de compléter cette disposition en ajoutant: "Des avocats compétents de diverses nationalités."

Au paragraphe 9, il est dit: "Un étranger désigné spécialement à cet effet remplira les fonctions du ministère public."—Ce terme "un étranger" est beaucoup trop vague et laisserait à supposer que les fonctions de ministère public pourraient être confiées à un individu quelconque, pourvu qu'il fût étranger. La rédaction suivante serait peut-être préférable:

"9. Dans tous procès comportant l'intervention du ministère public, les fonctions de ce dernier seront remplies par un magistrat de nationalité étrangère.

Dans le paragraphe 11, relatif aux dispositions spéciales qui seront prises en vue de la détention des prisonniers étrangers, au lieu de se borner à dire que "le détail de ces mesures sera communiqué aux Gouvernements étrangers," il serait utile de spécifier davantage, et l'orateur proposera de modifier le texte du paragraphe ainsi qu'il suit:

"11. Des mesures spéciales seront prises en vue de la détention des prisonniers étrangers, et les règlements y ayant trait, ainsi que les dispositions qui seront adoptées relativement au système cellulaire, à l'organisation des bagnes, maisons de correction et de détention, seront communiqués au Gouvernement....., sur la base des stipulations de l'Article V, en même temps que les codes mentionnés à l'Article IV."

En ce qui concerne le paragraphe 15, qui se réfère à la composition des Cours d'Appel et de la Cour Suprême, et au nombre proportionnel des juges qui siégeront dans ces Cours, M. Schévitch ne voit pas l'utilité d'en faire un paragraphe séparé. La première partie, relative à la composition des Cours, se trouve déjà

paragraph in question was quite clear, because it said that accused persons would be assisted at their request by an advocate appointed by the court. This could evidently only apply to a case in which an accused person had no advocate, and was obliged to have recourse to an advocate appointed by the court; in fact this could only be regarded as an attention on the part of the Japanese Government for which acknowledgments were due to them. He would, however, propose to make this provision complete by adding, "competent advocates of different nationalities."

In paragraph 9 it was stated that "a foreigner, chosen especially for this purpose, should exercise the functions of public prosecutor." This term "foreigner" was much too vague, and would lead to the inference that the functions of public prosecutor might be entrusted to any individual whomsoever, provided he was a foreigner. The following wording would perhaps be preferable:—

"9. In every criminal process which requires the intervention of a public prosecutor the functions of the latter shall be exercised by a judge of foreign nationality."

In paragraph 11, which related to the special provisions to be made for the confinement of foreign prisoners, instead of simply saying that "the details of these provisions would be communicated" to foreign Governments, it would be better to specify the point more precisely, and he would propose to modify the wording of this paragraph as follows:—

"11. Special provisions for the confinement of foreign prisoners shall be made, and the regulations on this subject, as well as the measures to be adopted with regard to the system of solitary confinement and to the organization of convict prisons, shall be communicated to the.....Government, on the basis of the provisions of Article V, at the same time as the Codes mentioned in Article IV."

With regard to paragraph 15, which referred to the composition of the Courts of Appeal and of the Supreme Court and to the proportionate number of judges who would sit in those courts, Mr. Schévitch did not see the advantage of devoting a separate paragraph to this point. The first portion of that paragraph, which

reportée au paragraphe 3, et, quant à la seconde partie, on peut rattacher aisément et plus logiquement les dispositions qu'elle renferme aux paragraphes 13 et 14, ainsi qu'il suit:

"13. Les jugements rendus par les tribunaux collégiaux de première instance (*Chihosaiban-sho*) seront sujets à appel devant une des Cours d'Appel (*Kosoin*) mentionnées au paragraphe 3, laquelle Cour d'Appel devra être composée d'un nombre de juges supérieur à celui des juges qui siègent dans les tribunaux collégiaux de première instance.

"14. Les jugements rendus par les Cours d'Appel seront sujets à pourvoi pour erreur de droit, vice de forme ou incompétence devant la Cour Suprême (*Daishinin*) mentionnée au paragraphe 3, laquelle Cour devra être composée d'un nombre de juges supérieur à celui des juges qui siègent dans les Cours d'Appel."

L'orateur fait observer que, dans ce dernier paragraphe, il a cru devoir ajouter après les mots: "pour erreur de droit," les mots "vice de forme ou incompétence," cette addition lui paraissant désirable pour la clarté de la définition.

Le Délégué de Russie termine en déclarant qu'il retire définitivement les amendements au texte de l'Article V du projet anglo-allemand qu'il avait eu l'honneur de proposer à la séance du 15 janvier, et dont le nouveau projet japonais a tenu compte.

M. Sienkiewicz, répondant à M. Aoki, s'étonne tout d'abord de l'insistance que semblent mettre les Délégués japonais à vouloir éviter qu'on n'entre dans le détail et à recommander que l'on s'en tienne aux généralités pour ménager les instants de la Conférence. Il fera observer que la Conférence a consacré quelque cinq séances à discuter des questions de simple procédure d'un intérêt très-relatif. Or, il lui semble que la question en présence de laquelle on se trouve aujourd'hui,—celle de l'organisation des tribunaux destinés à juger les étrangers,—est d'une autre importance et mérite bien qu'on s'y arrête.

Il est à regretter, d'autre part, que le Gouvernement japonais n'ait pas jugé à propos d'insérer dans son projet quelques paragraphes qui

related to the composition of the courts, would be found in his amendment transferred to paragraph 3, while the provisions of the second portion might be included without any difficulty and more logically in paragraphs 13 and 14, as follows:—

"13. There shall be an appeal from the decisions of the Collegiate Courts of First Instance (*Chihosaibansho*) to one of the Courts of Appeal (*Kōso-in*) mentioned in paragraph 3; the said Courts of Appeal must be composed of a larger number of judges than the Collegiate Courts of First Instance."

"14. The judgments delivered by the Courts of Appeal shall be subject to an appeal on the ground of error in law, or informality, or incompetency, to the Supreme Court (*Daishinin*) mentioned in paragraph 3, which shall be composed of a larger number of judges than the Courts of Appeal."

Mr. Schévitch observed that he had thought it necessary to add in this last paragraph after the words "on the ground of error in law" the words "or informality, or incompetency," this addition appearing to him desirable, in order that the matter should be clearly defined.

The Delegate of Russia stated, in conclusion, that he withdrew definitely the amendments to Article V of the Anglo-German Project which he had had the honor to propose at the sitting of the 15th of January, and which were included in the new Japanese draft.

Mr. Sienkiewicz, replying to Mr. Aoki, said that in the first place he was surprised at the persistence with which the Japanese Delegates appeared to wish to prevent any detailed discussion taking place, and to advise the limitation of the discussion to generalities with a view of saving the time of the Conference. He wished to remark that the Conference had spent some five meetings in the discussion of questions of simple procedure of quite minor importance. It seemed to him that the question which was engaging the attention of the Conference to-day, that, namely, of the organization of the Courts which would try foreigners, was of far higher importance, and ought not to be passed by without attentive examination.

It was to be regretted, on the other hand, that the Japanese Government had not thought proper to insert in their draft some paragraphs

en expliquassent le mécanisme et les tendances. Ainsi le mode de désignation des juges étrangers qui devront circuler d'un tribunal à l'autre est tellement nécessaire à connaître, qu'il est surprenant que les auteurs des amendements n'aient point songé à en faire mention. Le second Délégué du Japon a bien voulu, il est vrai, fournir à cet égard quelques explications orales; mais en une matière d'une pareille gravité, des explications générales et vagues ne suffisent pas. Ce qu'il faut, c'est que le système qui sera adopté pour la délégation des juges des Cours d'Appel dans les tribunaux de première instance soit clairement défini dans la Convention même; ce qui importe, c'est que l'autorité qui procédera à la désignation des juges ainsi délégués ne puisse agir qu'en vertu de dispositions précises et ne laissant aucune place à l'arbitraire. Alors seulement on pourra juger de la valeur du système.

En ce qui touche le jury, la seule objection que l'honorable M. Aoki ait fait valoir, c'est que le Gouvernement japonais n'a pas l'intention d'admettre le jury dans son système d'organisation judiciaire, et qu'il ne voit pas dès lors la nécessité de l'établir pour les seuls étrangers. Mais est-ce bien là une objection? Il a été stipulé expressément que l'organisation judiciaire en ce qui concerne les étrangers contiendrait toutes les garanties désirables. Or, l'orateur répète qu'il n'est pas sûr que le projet japonais sur l'Article VII présente, sous sa forme actuelle, des garanties assez complètes pour que l'on puisse renoncer à réclamer celle qu'offre le jury. Il ajoutera, néanmoins, que si des arguments très-sérieux étaient opposés à la proposition qu'il a eu l'honneur de mettre en avant sur ce point spécial, il ne refuserait pas de l'abandonner, à condition qu'on lui en démontrât l'inutilité.

Le Délégué de France poursuit en disant qu'il s'abstiendra d'aborder pour l'instant l'examen des détails de l'amendement des honorables Délégués du Japon à l'Article VII. Mais il saisira cette occasion de suggérer pour certains paragraphes une rédaction et une disposition qui lui paraissent plus claires et plus logiques.

En premier lieu, il proposera de substituer au texte du paragraphe préliminaire un texte

which would explain its working and objects. For instance, the mode of selecting the foreign judges who would circulate from one court to another was a point which it was so necessary to know that it was surprising that the authors of the amendments should not have thought of mentioning it. The Second Delegate of Japan had been good enough, it was true, to furnish some verbal explanations on this subject, but in a matter of such gravity explanations of a general and vague character were not sufficient. What was needed was that the system to be adopted for the delegation of judges of the Courts of Appeal to the Courts of First Instance should be clearly stated in the Convention itself; what was requisite was that the authority which would have the selection of judges thus delegated could act only by virtue of stipulations precise in their nature, leaving no room for arbitrary action. Then only could an estimate be formed of the value of the system.

With regard to juries, the only objection made by the honorable Mr. Aoki was that the Japanese Government did not intend to include juries in its system of judicial organization, and that, therefore, he did not see the necessity of establishing them for foreigners alone. Was this seriously an objection? It had been expressly stipulated that the judicial organization, so far as foreigners were concerned, would contain all the guarantees which were to be desired. He must repeat that he was not sure that the Japanese proposals in respect to Article VII offered, in their present form, guarantees sufficiently ample to justify the renunciation of the demand for that afforded by juries. He would add, nevertheless, that if the proposition on this special point which he had had the honor to lay on the table was met by very serious arguments, he would not refuse to abandon it, provided that its inutility was proved to him.

The Delegate of France went on to say that he would refrain for the moment from examining the details of the amendments of the honorable Delegates of Japan to Article VII. He would, however, take this opportunity to suggest in the case of certain paragraphs a wording and an arrangement which appeared to him to be clearer and more logical.

In the first place, he would propose to substitute the following wording for that of the

ainsi conçu :

“ Lorsque la juridiction japonaise aura à connaître d'une affaire, soit en matière civile, soit en matière pénale, dans laquelle un ou plusieurs sujets ou citoyens.....seront en cause, à quelque titre que ce soit, les stipulations ci-après énoncées seront appliquées, à peine de nullité de toute la procédure et du jugement.”

De cette façon, il ne resterait plus qu'à indiquer la composition des tribunaux, ce qui pourrait être fait ainsi qu'il suit, en insérant à cette place le paragraphe qui porte dans le projet le n° 15, et que l'orateur se borne à reproduire à peu près textuellement, sans se prononcer, d'ailleurs, ni sur le fond, ni sur la forme dudit paragraphe :

Les tribunaux de première instance, les Cours d'Appel et la Cour Suprême devront être composés en majorité de juges de nationalité étrangère.

Le nombre des juges d'une Cour d'Appel sera supérieur à celui des juges d'un tribunal de première instance, et le nombre des juges de la Cour Suprême sera supérieur à celui des juges d'une Cour d'Appel.”

Le paragraphe suivant déterminerait la compétence des tribunaux de première instance :

“ En matière civile, si l'objet de la demande dépasse directement ou indirectement la somme de 100 yen, l'affaire sera jugée par un tribunal de première instance.

“ Tout litige susceptible de dépasser 100 yen sera jugé également par un tribunal de première instance.”

M. Sienkiewicz se bornera pour le moment à ces indications, et s'abstiendra de poursuivre un travail de remaniement qui sera mieux en situation quand on abordera la discussion de détail. Mais il prendra la liberté de soumettre dès à présent à la Conférence quelques additions qui lui paraissent n'être pas inutiles.

Tout d'abord, en ce qui concerne les avocats, il proposera l'insertion des dispositions suivantes :

A.

“ Les sujets ou citoyens.....auront toujours la faculté de comparaître en personne devant tous les juridictions et ils auront pleine li-

opening paragraph :—

“ When Japanese jurisdiction has to take cognizance of a case, either civil or criminal, in which one or more subjects or citizens are concerned, in whatever capacity, the stipulations hereinafter enumerated shall have effect on pain of nullity of all of the proceedings and of the judgments.”

In this way all that would be left to be done would be to indicate the composition of the courts. This could be done in the following manner, by inserting in that place the paragraph numbered 15 in the draft, which paragraph he would simply reproduce, almost textually, without pronouncing his opinion however, either on its substance or its form :—

“ The Courts of First Instance, the Courts of Appeal, and the Supreme Court must be composed of a majority of judges of foreign nationality ”

“ The number of judges in a Court of Appeal shall be greater than that of the judges of a Court of First Instance, and the number of judges in the Supreme Court shall be greater than that of the judges of a Court of Appeal.”

The following paragraph would determine the competency of Courts of First Instance :—

“ In civil matters, if the object of the petition exceeds, directly or indirectly, the sum of 100 yen, the case shall be tried by a Court of First Instance.

“ Any action in which the amount involved may exceed 100 yen shall also be tried by a Court of First Instance.”

Mr. Sienkiewicz said that he would limit himself for the moment to the above general suggestions, and would abstain from proceeding for the present with the work of remodelling the wording of the draft, which could be more suitably done when the detailed discussion began. He would, however, take the liberty of submitting at once to the Conference a few additions which appeared to him to be not without utility.

In the first place, in the matter of advocates he would propose the insertion of the following provisions :—

A.

“subjects or citizens shall always have the right to appear in person before the courts of each class and they shall have full

“berté pour le choix de leurs avocats, pourvu, “toutefois, que ceux-ci soient inscrits au tableau de l'ordre des avocats étrangers ou admis “par les lois et règlements du pays à exercer “comme avocats japonais, mais sans distinction “d'affectation aux différents sièges ou degrés “de juridiction.

“Le tableau de l'ordre des avocats étrangers “sera dressé pour tout le Japon par la Cour “spéciale chargée de la discipline des magistrats, “ainsi qu'il sera dit ci-après. Pourront être inscrits au tableau de l'ordre tous les étrangers “qui justifieront devant ladite Cour de leur “parfaite honorabilité et de leur capacité d'exercer comme avocats dans leur propre pays.

“La même Cour spéciale sera également “chargée de la discipline des avocats.

“Par exception, tout étranger accusé d'un “crime aura le droit de prendre pour défenseur “telle personne qu'il lui plaira de choisir, alors “même que cette personne n'aurait pas la qualification d'avocat.”

L'orateur s'interrompt ici pour faire observer que cette dernière disposition lui semble indispensable, surtout dans un pays où, si presque toutes les nationalités se trouvent représentées, elles ne le sont que dans des proportions bien différentes. Il n'est que juste et équitable de laisser à chaque accusé la liberté de désigner lui-même son défenseur et de ne point l'obliger à choisir exclusivement entre les quelques avocats étrangers qui se trouvent au Japon, et avec lesquels il pourrait n'être pas en excellents termes, ou dont la nationalité même pourrait suffire, en des circonstances données, pour qu'il n'eût pas en eux une confiance aussi entière qu'en un compatriote, par exemple.

B.

“Chaque fois qu'un sujet ou citoyen..... “sera poursuivi pour crime, il sera d'office, à “moins qu'il n'ait lui-même fait choix d'un défenseur, assisté d'un avocat connaissant une “langue judiciaire et pouvant, en outre, “s'entendre facilement avec l'accusé dans une “langue quelconque. Cet avocat d'office “exercera son mandat à titre gratuit.”

“liberty in choosing their advocates, it being “understood, however, that the names of the “latter shall be inscribed on the roll of foreign “professional advocates, or that they are “admitted by the laws and regulations of the “country to practice as Japanese advocates, “but without any distinction being made in “favor of different seats or degrees of “jurisdiction.

“The roll of foreign advocates shall be “drawn up for the whole of Japan by the “special court charged with the exercise of “disciplinary functions in regard to judges as “hereinafter stipulated. All foreigners who “can satisfy the said Court of their perfect “respectability and of their capacity to practice “as advocates in their own countries may be “inscribed on the roll in question.

“The same special court shall be charged “with the exercise of disciplinary functions in “regard to advocates.

“By way of exception, every foreigner “accused of a crime shall have the right to “select as counsel for his defence any person he “likes, even though the person in question “may not be an advocate by profession.”

Mr. Sienkiewicz paused here to observe that this last provision appeared to him to be indispensable, more especially in a country where, if nearly all nationalities were represented, they were represented in very different proportions. It was only just and equitable to give to each accused person full liberty to choose for himself the counsel for his defence, and not to oblige him to select that counsel exclusively from amongst the few foreign advocates who were in Japan, and with whom he might not be on excellent terms, or whose nationality alone might, under certain circumstances, suffice to prevent his having such entire confidence in them as he would feel in the case of a compatriot, for example.

B.

“Whenever a.....subject or citizen is “prosecuted for a crime, he will at the “instance of the court, unless he has himself “chosen counsel for his defence, be assisted by “an advocate conversant with one of the judicial “languages, and able besides to communicate “with facility with the accused person in some “language or other. The advocate thus ap-

C.

“En matière civile, l'assistance judiciaire “pourra être accordée conformément aux règles “établies par le Code de Procédure civile.”

L'orateur n'insistera pas sur l'opportunité de ces dernières clauses. Il est évident qu'il ne suffit pas que l'avocat d'office connaisse la langue du tribunal: encore faut-il qu'il puisse s'entendre avec son client. Quant à l'assistance judiciaire, il est bon de la prévoir ici comme ailleurs.

Au sujet des condamnations, le Délégué de France suggérera l'addition suivante:

“Toutes les fois qu'un sujet ou citoyen..... “sera condamné en matière pénale, la Cour ou “le tribunal qui aura prononcé la sentence devra, dans les huit jours, en adresser une expédition au Consul de cette nationalité le plus “proche.”

Cette disposition ne saurait vraisemblablement soulever aucune difficulté: c'est une simple question d'administration, une question d'ordre qui ne peut porter ombre à personne.

Une question beaucoup plus grave est celle des accusations et des exécutions capitales. Le projet d'article des Délégués japonais, de même que le projet anglo-allemand qu'il reproduit sur ce point, stipule que ces matières feront l'objet d'un arrangement ultérieur. Mais, en attendant que cette arrangement soit intervenu, il paraît essentiel d'arrêter dès à présent certaines dispositions en vue de la période qui s'écoulera d'ici là, et, à cet effet, l'orateur proposera l'amendement suivant au paragraphe 10 du projet:

“Les questions relatives aux accusations et “aux exécutions capitales seront réservées. Il “sera statué sur ces questions à l'expiration de “la période fixée à l'Article VI de la présente “Convention.

“En attendant qu'un arrangement soit intervenu, à cet égard entre les Hautes Parties Contractantes, les sujets ou citoyens.....qui “seraient accusés d'un crime, même commis en “dehors des limites conventionnelles, encourant

C.

“pointed by the court shall give his services “gratis.”

“In civil matters judicial assistance may be “given in accordance with the rules established “by the Code of Civil Procedure.”

Mr. Sienkiewicz said that he would not dwell upon the expediency of these last clauses. It was clear that it was not sufficient that the advocate appointed by the court should be conversant with the language of the court: it was also necessary that he should be able to communicate with his client. With regard to judicial assistance it was well to provide for it here as elsewhere.

On the subject of criminal judgments the Delegate of France would suggest the following addition:—

“Whenever a.....subject or citizen is “sentenced for a criminal offence the higher or “lower court which has pronounced the sentence “shall within eight days send a copy of it to “the nearest Consul of the nationality of the “offender.”

This provision could not apparently give rise to any difficulty; it was a question simply of administration, a question of order which could give umbrage to nobody.

The question of capital charges and of executions was one of much greater gravity. The Draft Article of the Japanese Delegates, like the Anglo-German Project, the terms of which it reproduced in this respect, stipulated that these matters would be made the subject of ulterior arrangement. But, in the meantime, until this arrangement was concluded, it seemed to be essential that certain provisions should be made at once, in view of the period which would necessarily intervene, and with this object he would propose the following Amendment to paragraph 10 of the Draft:—

“Questions, relating to capital charges and “to executions shall be reserved. These questions shall be regulated at the expiration of “the period fixed in Article VI of the present “Convention.

“In the meantime, until an arrangement has “been concluded on this subject between the “High Contracting Parties,.....subjects or “citizens who may be charged with having “committed a crime, even outside of treaty

“la peine capitale d'après la loi japonaise, seront livrés à leur autorité consulaire, sur la simple connaissance du fait et sans qu'il soit tenu compte des atténuations de peines pouvant résulter des circonstances.”

Enfin il serait peut-être opportun d'insérer dans l'Article VII une clause relative au mode d'application des pénalités, ainsi qu'il suit :

“Tout ce qui concerne la détention tant préventive que pénale des prisonniers étrangers et le mode d'application auxdits étrangers des autres pénalités de la loi japonaise, est déterminé par un règlement annexé à la présente Convention.”

Le Délégué de France termine en exprimant l'espoir que la Conférence voudra bien prendre en considération les diverses propositions qu'il vient d'avoir l'honneur de lui soumettre.

M. Aoki fait connaître que le premier Délégué du Japon et lui-même se réserveront le droit de répondre plus longuement et avec plus de détail aux observations de l'honorable Délégué de France lorsqu'ils auront eu le loisir d'étudier les propositions qu'il vient de faire. Toutefois, autant qu'ils en peuvent juger pour l'instant, il ne leur paraît pas que ces propositions soient tout-à-fait acceptables. En premier lieu, il leur faut répéter ce qu'ils ont déjà déclaré relativement à l'établissement du jury. On n'a pas l'intention d'employer ce mode de jugement pour les Japonais, et ils ne voient pas, dès lors, la nécessité d'y recourir pour les étrangers, d'autant plus que les intérêts de ces derniers sont efficacement protégés, dans l'opinion des Délégués japonais, par d'autres garanties résultant des nouveaux arrangements ayant trait à la juridiction.

M. Aoki ajoute que les Délégués japonais ne peuvent laisser passer les observations de l'honorable Délégué de France touchant la manière dont les sentences capitales seront exécutées, sans faire dès à présent acte de protestation. Ils considèrent qu'ils ne font que dire une chose sur laquelle tout le monde est d'accord, en soutenant que l'objet principal du projet anglo-allemand est l'abolition graduelle de la juridiction consulaire. Or, il leur semble que la proposition

“limits, for which the punishment of death is provided by Japanese law, shall be handed over to their Consular Authority on the simple facts of the case as they are known, and without account being taken of any mitigation of the penalty which might possibly result from the circumstances under which the crime was committed.”

Finally, it would perhaps be advisable to insert in Article VII the following clause with reference to the mode in which penalties were to be applied :

“Everything relating to the confinement of foreign prisoners both before and after trial, and to the mode of applying to the said foreigners other penalties of Japanese law, shall be governed by regulations annexed to the present Convention.”

The Delegate of France concluded by expressing the hope that the Conference would kindly take into consideration the different propositions which he had just had the honor of submitting to it.

Mr. Aoki said that the First Delegate for Japan and himself would reserve the right of replying at greater length and more in detail to the observations of the honorable Delegate of France after they had had the opportunity of studying the propositions he had just made. So far as they could judge at the moment, however, it did not seem to them that those propositions were altogether acceptable. In the first place, they must repeat what they had already said with reference to the establishment of the jury system. It was not intended to employ that method of trial in the case of Japanese, and it consequently did not seem necessary to do so in the case of foreigners, the less so because the interests of the latter were effectively protected, the Japanese Delegates thought, by the other guarantees which formed a part of the new jurisdictional arrangements.

Mr. Aoki added that the Japanese Delegates could not allow the remarks of the honorable Delegate of France with reference to the manner in which capital sentences should be carried into effect to pass without at once entering a protest. They believed they were only stating the general understanding when they said that the main object of the Anglo-German Project was the gradual abolition of Consular jurisdiction. But it seemed to them that the

de l'honorable M. Sienkiewicz est de nature à perpétuer en cette matière les pouvoirs judiciaires des Consuls et à priver les tribunaux japonais d'une partie importante des attributions de la juridiction qu'ils auraient autrement à exercer. Cette combinaison paraît aux Délégués japonais n'être pas en harmonie avec l'objet que la Conférence a en vue, et ils se voient, par suite, dans la nécessité de s'opposer à l'adoption d'une proposition tendant à réserver aux tribunaux consulaires des pouvoirs qui, d'après le nouvel arrangement, doivent appartenir aux seuls tribunaux japonais.

M. Sienkiewicz, aux observations de M. Aoki sur les exécutions capitales, répond que le paragraphe 10 du projet japonais dit en propres termes : “Les questions relatives aux accusations et aux exécutions capitales seront réservées pour faire l'objet d'arrangements spéciaux.”— Ce passage a sans doute un sens ; mais ce sens n'apparaît pas clairement, et, dès lors, chacun a le droit d'interpréter comme il l'entend la pensée des auteurs du projet. Le Délégué de France l'interprète à sa manière, et il se croit d'autant mieux autorisé à agir ainsi, que les Délégués japonais ne paraissent pas disposés à fournir des éclaircissements sur ce point. Or, avant de livrer ses nationaux à la potence ou à tel autre mode d'exécution qui pourrait être choisi, il se croit en droit de réclamer certaines garanties.

M. Hubbard dit que, si on laisse de côté les minuties et les détails encombrants qui souvent, dans le cours d'une discussion, viennent détourner l'attention du sujet principal, il ne saurait exister de doute sur les objets en vue desquels les Délégués sont ici réunis en Conférence. Le premier et le plus important de ces objets, celui sur lequel tous les Délégués sont en communion d'idées, c'est de s'assurer des garanties de bonne justice dans les procès où seront impliqués les étrangers ; c'est de prendre des mesures de toute nature en vue de la transition entre le régime actuel de juridiction et celui sous lequel l'extraterritorialité cessera d'exister.

Bien qu'il n'ait pas toujours pu s'associer à la manière de voir et aux propositions des honorables Délégués japonais, l'orateur est heureux de dire que, dans le cas présent, il approuve entièrement le projet d'amendements à l'Article V de

proposition which the honorable Mr. Sienkiewicz had made with reference to this point was calculated to perpetuate the system of Consular jurisdiction and to deprive Japanese Courts of an important portion of the jurisdiction which they would otherwise exercise. This did not seem to the Delegates of Japan to be in harmony with the object which the Conference had in view, and they must therefore object to the adoption of a proposition which reserved to Consular Courts powers which, under the new arrangement, should be exercised by Japanese Courts alone.

Mr. Sienkiewicz stated, in answer to the observations of Mr. Aoki on the subject of capital charges and of executions, that the wording of paragraph 10 of the Japanese draft was as follows :—“Questions relating to capital charges and to executions shall be reserved for special arrangements.” This passage had, without doubt, a meaning of some sort ; but this meaning did not appear, and consequently every one had the right to interpret it in the sense which it appeared to him was intended by the authors of the draft. The Delegate of France placed his own interpretation upon it, and he considered that he was the more justified in doing so, since the Japanese Delegates appeared indisposed to furnish explanations on this point. Before handing over his countrymen to the gallows, or to any other mode of execution which might be chosen, he felt justified in demanding certain guarantees.

Mr. Hubbard said that, setting aside the minute and cumbersome details which were apt during the course of discussion to draw attention away from the main subject at issue, there could be no doubt as to the objects for which the Delegates were met in Conference ; and the first and most important of those objects, and one in which all the Delegates were united, was to establish guarantees for the equitable administration of justice in cases where foreigners were concerned, and to provide in every respect for the transition from the present system of jurisdiction to that under which extraterritoriality would cease to exist.

Although he had not always been able to concur in the views and propositions of the honorable Japanese Delegates, he was happy to say that in the present instance he fully approved of the Draft of Amendments to Article V of

la proposition anglo-allemande, (nouvel Article VII) que les Délégués du Japon ont présenté à la Conférence à la dernière séance. Ce projet, à son avis, est pleinement satisfaisant et se trouve, de plus, en parfaite conformité avec le projet anglo-allemand. Tout ce que les Puissances étrangères demandent au Japon pour quand les tribunaux consulaires seront abolis, c'est une bonne justice pour leurs nationaux: assurées sur ce point, elles acquiesceront avec empressement à l'exercice de la juridiction des tribunaux japonais sur les étrangers, avec les garanties stipulées, et elles le feront d'autant plus volontiers qu'elles auront sur les lieux leurs Ministres et leurs Consuls pour veiller à leurs intérêts.

En ce qui concerne la question du jury, M. Hubbard croit remarquer qu'on y a attaché une importance peut-être plus grande qu'elle ne mérite. En toute déférence pour les idées exprimées sur ce point par son honorable collègue le Délégué de France, pour la science juridique auquel il professe le plus grand respect, il ne peut se dispenser de déclarer qu'il ne voit aucune nécessité absolue à introduire cette institution au Japon. Son expérience personnelle lui a appris à compter moins sur le jury que sur le juge qui préside, pour cette simple raison que le juge a l'avantage de la science et de la pratique du droit, tandis que les jurés manquent le plus souvent de ces deux qualités, auquel cas le fait de leur ignorance et de leur inexpérience constitue souvent en lui-même un sérieux danger dans la dispensation de la justice.

En Angleterre et en Amérique, le jugement par jury a été institué par la Constitution de ces pays, et est devenu un élément indispensable de leurs systèmes judiciaires. Mais, au Japon, les conditions sont entièrement différentes, et le Délégué des Etats-Unis ne doute pas que si les Puissances signataires avaient la certitude que leurs sujets ou citoyens en ce pays seront jugés par des juges éclairés et impartiaux, elles n'auraient pas de raison pour réclamer une garantie additionnelle sous la forme du jugement par jury.

Passant à la question de l'appel, le Délégué des Etats-Unis fait observer qu'à son avis les dispositions du projet des honorables Délégués du Japon sont, dans leur ensemble, satisfaisantes et offrent des garanties bien suffisantes pour les droits de ceux des étrangers qui auront à con-

the Anglo-German Project (now Article VII) which the Delegates of Japan had presented to the Conference at the last meeting. This draft was, he thought, entirely satisfactory and was, moreover, in complete accordance with the Anglo-German Project. All that Foreign Powers asked from Japan when Consular Courts were abolished was justice for their nationals; when once they were satisfied on this point they would gladly acquiesce in the exercise of jurisdiction by Japanese Courts over foreigners under the guarantees provided; and they would do this the more readily because they would have their Minister and Consuls on the spot to watch over their interests.

With regard to the question of juries, it appeared to Mr. Hubbard that somewhat undue importance had been given to it. With all deference to the views expressed on this subject by his honorable Colleague the Delegate of France, for whose ability as a lawyer he had the highest respect, he felt bound to state that he could see no absolute necessity for their introduction in Japan. His own experience had taught him to rely less on a jury than on the judge who presided in a case, for the simple reason that while the latter had the advantage of legal knowledge and experience, the former very often had neither, in which case their ignorance and want of experience often constituted in itself a serious danger in the administration of justice.

In England and America trial by jury was secured by the constitutions of those countries, and had become an indispensable element of their legal systems. But in Japan the conditions were wholly dissimilar, and the Delegate of the United States felt assured that if the Treaty Powers were certain that their subjects and citizens in Japan would be tried by learned and upright judges, they would have no reason for asking for an additional guarantee in the form of trial by jury.

Passing on to the question of appeal, the Delegate of the United States observed that, in his opinion, the provisions of the Draft of the honorable Delegates of Japan were, as a whole, satisfactory and gave ample security for the rights of those foreigners who might come

paraître devant les tribunaux. Aux termes de ces dispositions, un jugement rendu par un juge d'un tribunal, qui se trouverait entaché d'une erreur de droit ou d'une erreur de fait, sera susceptible d'être réformé par des juges différents dans un autre tribunal plus élevé. Sur ce point tout au moins, il n'est besoin d'aucune garantie additionnelle.

En ce qui touche l'harmonie à établir entre l'Article V (nouveau VII) et la nouvelle organisation judiciaire, M. Hubbard approuve la suggestion faite à une séance antérieure par son honorable collègue le premier Délégué de Grande-Bretagne, et il considère que les Délégués japonais ont agi sagement en conciliant d'avance les divergences qui existaient entre l'Article V du projet anglo-allemand et la loi dont il s'agit. Bien que ce projet de loi ne rentre pas légalement dans la sphère des travaux de la Conférence, et que, par conséquent, il n'ait pas à être discuté par les Délégués, il sera communiqué aux Gouvernements de toutes les Puissances contractantes. Mieux vaut donc, incontestablement, que les divergences qui existent soient prévenues et effacées immédiatement, plutôt que de risquer, en les laissant subsister, de provoquer plus tard de nouvelles discussions, voire même peut-être de rendre nécessaire la reconstruction de l'œuvre édifiée par la Conférence.

M. Hubbard répète que le projet d'amendements présenté par les honorables Délégués japonais, encore qu'il ne défie pas toute critique, rencontre son entière approbation. Evidemment, les arrangements proposés ne sont point parfaits; mais dans une œuvre de ce genre il est oiseux de prétendre à la perfection. — N'a-t-on pas dit, d'ailleurs, qu'il n'est guère d'acte de Parlement au travers duquel on ne puisse faire passer un attelage à quatre chevaux? — Les dispositions du projet constituent, aux yeux de l'orateur, un compromis équitable, et donnent satisfaction à tous les intérêts.

Le Délégué des Etats-Unis ajoute que, tout en étant personnellement d'avis que la rédaction amendée des premiers paragraphes de l'Article V proposée par l'honorable Délégué de Belgique est, à certains égards, préférable aux termes du présent projet, il pense néanmoins, pour le même motif qui lui a fait défendre ce projet contre des critiques de détail trop sévères, que son adoption

under the jurisdiction of the courts. Under those provisions a decision rendered by a judge in one court which was erroneous either in point of law or fact would be subject to reversal by different judges in another and higher court. So far as this point was concerned, no further guarantee was requisite.

With regard to the agreement of Article V (now VII) with the new Constitution of the Law Courts, Mr. Hubbard approved of the suggestions which had been made at a previous meeting by his honorable Colleague the First Delegate of Great Britain, and thought that the Japanese Delegates had acted wisely in reconciling in advance any differences which existed between Article V of the Anglo-German Draft and the Constitution in question. Although this Draft Constitution did not come within the legitimate sphere of the work of the Conference, and consequently had not been discussed by the Delegates, the scheme itself would be communicated to the Government of each of the Treaty Powers. It was surely, therefore, better that any discrepancies which existed should be anticipated and reconciled at once, rather than that they should be allowed to lie over and give rise to fresh discussion hereafter, and possibly even to the reconstruction of the work completed by the Conference.

Mr. Hubbard repeated that the Draft of Amendments presented by the honorable Japanese Delegates, though not entirely above criticism, met with his cordial approval. Naturally enough, the proposed arrangements were not perfect, but in a work of this kind it was idle to look for perfection, and for the matter of that, it had been said that a coach and four could be driven through almost any Act of Parliament. The provisions of the draft constituted a fair compromise, and, in his opinion, satisfied the interests of all parties.

The Delegate of the United States added that while personally of opinion that the amended wording of the opening paragraphs of Article V which had been proposed by the honorable Delegate of Belgium was preferable in some respects to the wording of the present draft, for the same reason which led him to deprecate too severe a criticism of the details

n'est pas absolument essentielle. La Conférence souffre d'une pléthore sans cesse renouvelée de bonnes choses, et il lui est impossible de digérer toutes les excellentes propositions, tous les excellents amendements qui lui sont offerts.

En terminant, M. Hubbard croit devoir exprimer une fois de plus l'opinion que la Conférence doit tendre tous ses efforts vers l'établissement d'un système juridictionnel qui assurera l'application d'une bonne et équitable justice aux sujets et citoyens de toutes les Puissances contractantes, sans toutefois se montrer trop exigeante sur les moyens d'arriver à ce but désirable. En toute déférence pour les opinions d'autrui, il paraît à l'orateur que si la Conférence s'occupe à soumettre l'œuvre qu'elle a accompli à une analyse trop serrée et trop minutieuse, elle n'arrivera jamais à un résultat pratique: si l'on peut s'exprimer ainsi, elle lâcherait la proie pour l'ombre.—On ne doit pas oublier que s'il est facile de démolir, il est malaisé d'édifier. Aussi serait-il sage, dans l'opinion de l'orateur, de se contenter de ce qui peut se faire plutôt que de réclamer ce qui est irréalisable.

Le Délégué des Etats-Unis ne voit rien, ni dans le projet anglo-allemand, ni dans les amendements des honorables Délégués du Japon actuellement soumis à la Conférence, ni dans le projet d'organisation judiciaire, qui tende à un abandon possible de l'indépendance des juges qui doivent siéger dans les nouveaux tribunaux, ou des droits légaux des sujets ou citoyens étrangers qui seraient jugés par eux. Le Délégué des Etats-Unis considère donc que le projet en présence duquel on se trouve est de nature à répondre à toutes les nécessités de la pratique, et dès lors il ne peut qu'en préconiser l'adoption.

M. Schévitch dit que, puisque les Délégués japonais ont exprimé leur manière de voir sur les amendements proposés par l'honorable Délégué de France, il prendra la liberté de leur demander de vouloir bien faire connaître également, au moins d'une façon générale, leurs appréciations sur ses propres propositions.

Le Président répond que les amendements de l'honorable Délégué de Russie lui paraissent acceptables. Il s'abstiendra, toutefois, de se prononcer à leur égard d'une manière formelle jusqu'à ce qu'il ait eu le temps de les étudier de

of the present proposition, he thought that its adoption was not absolutely essential. The Conference was embarrassed by an ever recurring plethora of good things, and it was impossible for it, to accept all of the excellent propositions and amendments which had been submitted.

Mr. Hubbard begged, in conclusion, to reiterate the opinion that the Conference should direct its efforts toward the attainment of a jurisdictional system which would ensure equal and substantial justice for the citizens and subjects of all Treaty Powers, without being unduly exacting as to the means by which this desirable end should be secured. With all due respect for the opinions of others, it seemed to him that if the Conference occupied itself with too critical and minute an inspection of the proposition before it, it would never attain any practical result; it would, as it were, lose the substance while pursuing the shadow. The fact should not be forgotten that while it was easy to tear down, it was difficult to build up. It would therefore be wise, in Mr. Hubbard's opinion, to accept what was practicable, rather than to insist upon what was unattainable.

The Delegate of the United States could not discover, either in the Anglo-German Project or in the amendments of the honorable Japanese Delegates then before the Conference, or in the Draft Constitution of the Law Courts, any possible surrender of the independence of the judges who were to sit in the new Courts, or of the legal rights of the foreign subjects or citizens who might be tried before them.

It seemed to him, consequently, that the present draft was calculated to serve all practical purposes, and he would therefore favor its acceptance.

Mr. Schévitch said that since the Japanese Delegates had expressed their views on the subject of the amendments proposed by the honorable Delegate of France, he would take the liberty of asking them to be so good as to state also, at least in a general manner, their opinion in regard to his own propositions.

The President observed that it appeared to him that the amendments of the honorable Delegate of Russia were acceptable. He would, however, abstain from expressing a formal opinion upon the subject until he had

plus près.

Il ajoute qu'il professe, en ce qui touche les exécutions capitales, certaines idées qui, il l'espère, pourront rencontrer les suffrages de la Conférence. Ces idées, il les exposera, d'ailleurs, en temps opportun.

M. Aoki, en réponse aux observations de l'honorable Délégué de France sur le paragraphe 10 du projet en discussion, dit qu'à son sens, il est prématuré de soulever la question d'interprétation. Si c'est la question de l'interprétation à donner à l'esprit du projet anglo-allemand que soulève l'honorable Délégué de France, l'orateur croit pouvoir affirmer que, en ce qui concerne l'amendement de l'honorable Délégué sur les crimes entraînant peine capitale, cet amendement est en complète opposition avec l'esprit du projet anglo-allemand, parce que, en réservant aux tribunaux consulaires l'un des privilèges les plus importants de la juridiction, il va à l'encontre du but même en vue duquel ce projet avait été rédigé.

M. Sienkiewicz s'étonne qu'on lui oppose encore le projet anglo-allemand. Il répètera pour la quatrième ou cinquième fois que s'il a accepté en principe le projet anglo-allemand, s'il travaille à la réalisation du but auquel tend ce projet, il n'est nullement lié par les articles qui le constituent, et il a toujours maintenu son droit de modifier la teneur de ces articles selon qu'il peut lui sembler nécessaire.

En ce qui touche l'objection qui lui est faite, il se bornera à rappeler simplement que les Consuls ne jugent point les crimes: leur action, en matière criminelle, se borne à préparer la procédure. Et, d'ailleurs, cette objection est d'autant moins fondée que le paragraphe 10 réserve non seulement la question de l'exécution, mais même celle de l'accusation dans les cas où la peine capitale serait encourue.

Le Président demande si quelque autre Délégué désire prendre la parole sur la discussion générale.

Aucun Délégué ne répondant à cette invitation, le Président dit qu'il pense que la discussion générale sur le projet d'amendements présenté par le second Délégué du Japon et par lui-même

had an opportunity of studying the amendments more closely.

He added that so far as the execution of capital sentences was concerned, he himself had formed certain definite ideas which he hoped might be found acceptable. These, however, he would explain upon a more suitable occasion.

Mr. Aoki desired to state, in reply to the remarks of the honorable Delegate of France in regard to the meaning of paragraph 10 of the draft under discussion, that, in his opinion, it was premature to raise the question of interpretation. If the honorable Delegate of France wished to raise the question as to how the spirit of the Anglo-German Project was to be interpreted, he would venture to assert that, so far as the amendment of the honorable French Delegate in regard to capital crimes was concerned, that amendment was entirely opposed to the spirit of the Anglo-German Project, because by reserving to Consular tribunals a most important portion of jurisdiction it was inimical to the objects which that Project was framed to accomplish.

Mr. Sienkiewicz said that he was surprised that he should again be confronted with the Anglo-German Project. He would repeat for the fourth or fifth time that if he had accepted the Anglo-German Project in principle, and if he was laboring to realize the objects of that Project, he was in no way bound by the Articles which it contained, and he had always maintained his right to modify the tenor of those Articles according as it might seem to him to be necessary.

With regard to the objection with which he had been met, he would confine himself to simply pointing out that Consuls did not judge crimes; their action in criminal matters was limited to drawing up the preliminary proceedings. Moreover, this objection had the less weight as paragraph 10 reserved not only the question of executions, but that even of capital charges in cases where capital punishment was the penalty of the act.

The President asked whether any other Delegate wished to take part in the general discussion.

No Delegate having responded to this invitation, the President said he thought that the general discussion on the draft of amendments presented by the Second Delegate of Japan

peut être close, et il exprime l'avis que la Conférence, à la prochaine séance, passe à la discussion des détails du projet, alinéa par alinéa.

Il ajoute que les Délégués japonais prépareront dans ce but un nouveau projet où ils s'efforceront de faire rentrer ceux des amendements et des changements de rédaction proposés à la présente séance qui leur paraîtront désirables, et qu'ils déposeront à la prochaine réunion de la Conférence le projet ainsi refondu.

M. Sienkiewicz dit qu'il priera les honorables Délégués japonais de vouloir bien, à cette occasion, compléter et préciser leur projet qui, sous sa forme actuelle, lui paraît en nombre de points trop obscur et trop vague. Les commentaires annoncés par M. Aoki, malgré tout le poids de sa parole, ne seront que des commentaires et ne sauraient avoir la valeur d'un article. Il importe que certains points essentiels du projet soient mis en forme d'articles ou de paragraphes et insérés dans la Convention même. En ce qui concerne notamment le mode de répartition et de distribution des juges entre les divers tribunaux et les diverses Cours, le Délégué de France considère comme indispensable que le Gouvernement japonais fasse connaître dans une clause spéciale le système qu'il compte adopter.

M. Aoki répond qu'il est prêt à fournir toutes les explications que l'on pourra juger nécessaires sur les propositions des Délégués du Japon, et que ces explications figureront aux protocoles de la Conférence. Mais il ne peut partager la manière de voir de l'honorable Délégué de France sur l'utilité de rendre le présent projet d'amendements plus détaillé qu'il n'est, en y apportant de nouvelles additions.

M. Sienkiewicz regrette d'avoir à déclarer qu'il se trouve ici en complet désaccord avec l'honorable M. Aoki. La question de savoir sur quel principe sera basé le mode de répartition et de délégation des juges étrangers est essentielle. Tout ce qui touche à l'immovibilité des juges doit figurer dans la Convention même, et des explications orales, même consignées au protocole, ne sauraient suffire.

and himself might now be closed, and suggested that the Conference should proceed at the next meeting with the discussion of the details of the draft, taking it clause by clause.

The Japanese Delegates would therefore prepare a fresh draft, in which they would endeavor to embody such of the amendments and changes of wording which had been proposed at the present meeting as appeared to them to be desirable, and would present the project thus remodelled at the next sitting of the Conference.

Mr. Sienkiewicz said in that case he would ask the Japanese Delegates to be so good as to elaborate and complete their draft, which in its present form, appeared to him to be too obscure and vague in many respects. The commentaries which Mr. Aoki, might give, in spite of all the weight which his words would lend to them, would after all be only commentaries, and could not have the value of an Article. It was advisable that certain essential points of the proposals should be drawn up in the form of Articles, or clauses, and inserted in the Convention itself. With regard, for instance, to the method of dividing and distributing the judges among the different higher and lower courts, the Delegate of France thought it was indispensable that the Japanese Government should make known in a special clause the system which it intended to adopt.

Mr. Aoki replied that he was ready to give any explanations which might be thought necessary in regard to the proposals of the Japanese Delegates, and these explanations might be inserted in the Protocols of the Conference. He could not, however, agree with the honorable Delegate of France as to the desirability of making the present draft of amendments more elaborate by the insertion of further details.

Mr. Sienkiewicz regretted to be obliged to declare that he found himself in this matter in complete disagreement with the honorable Mr. Aoki. The question as to what principle was to be adopted as the basis of the method of division and delegation of foreign judges was essential. Everything which related to the irremovability of the judges ought to appear in the Convention itself, and verbal explanations, even if they figured in the Pro-

M. Aoki fait observer qu'il a déjà dit que les juges seraient inamovibles. Il ne peut exister aucun doute sur ce point. L'Article VII du projet anglo-allemand porte expressément que "les juges de nationalité étrangère seront engagés "à terme fixe" et que "pendant la durée de leur engagement, ils seront inamovibles, sauf demande émanant d'une Cour disciplinaire "composée uniquement de juges de nationalité "étrangère."

M. Sienkiewicz répond que l'immovibilité entendue en ce sens qu'elle protège seulement le juge contre la destitution n'est qu'une des garanties fondamentales dues à celui qui rend la justice ou plutôt à celui qui est jugé. L'indépendance en est une autre. Or, avec un système qui laisserait à l'autorité judiciaire le droit de déplacer les juges par mesure administrative, l'indépendance de ceux-ci serait gravement compromise. Il faut que la Conférence sache à l'avance suivant quel principe les juges pourront être déplacés, et soit bien assurée que ces déplacements ne seront pas laissés au simple caprice d'une autorité quelconque.

M. de Martino ne voit de raison pour que les Délégués japonais n'insèrent pas dans leurs nouvelles propositions une clause dans le sens réclamé par l'honorable Délégué de France, cette demande étant en parfait accord avec les principes contenus dans le projet d'amendements présenté par eux, et avec la déclaration qu'ils viennent de faire, à savoir que les juges siégeant dans les divers tribunaux de première instance et choisis parmi les membres des Cours d'Appel, seraient désignés et délégués par le Président de la Cour Suprême.

Il est un autre point sur lequel l'orateur désire appeler l'attention de ses honorables collègues du Japon. Autant qu'il en a pu juger par une simple audition, la nouvelle rédaction proposée par l'honorable Délégué de France pour le premier paragraphe de l'article en discussion, lui paraît constituer une amélioration réelle, et il est d'avis que cet amendement pourrait être accepté avec avantage.

Le Délégué d'Italie demandera, par consé-

quently, would not suffice.

Mr. Aoki said that he had already pointed out that the judges would be irremovable. With regard to this point there could be no doubt. Article 7 of the Anglo-German Project distinctly stated, "Judges of foreign nationality shall be engaged for a fixed time, and shall be during that time irremovable, except upon the demand of a Disciplinary Court composed entirely of judges of foreign nationality."

Mr. Sienkiewicz replied that the irremovability of the judges, understood, in the sense that it merely protected a judge against dismissal, was only one of the fundamental guarantees essential to the person who administered justice, or rather to the person who was judged. The independence of the judges was another of those guarantees. Under a system which empowered the judicial authority to transfer judges from one post to another, as an administrative step, the independence of those judges would be gravely compromised. It was necessary that the Conference should know beforehand on what principle judges could be transferred, and should feel assured that such cases of removal would not be left to the mere caprice of some authority or other.

Mr. de Martino said that he could see no reason why the Japanese Delegates should not insert in their new proposals a clause in the sense requested by the honorable Delegate of France, as that request was entirely in accordance with the principles contained in the Draft Amendments which had been presented by the Delegates of Japan, and with the declaration they had just made; namely, that the judges sitting in the various Courts of First Instance, and chosen from amongst the members of the Courts of Appeal, would be selected and delegated by the President of the Supreme Court.

There was another point to which he wished to call the attention of his honorable Colleagues of Japan. As far as he should judge by one hearing, the new wording proposed by the honorable Delegate of France for the first paragraph of the Article under discussion seemed to him to be a real improvement, and he thought that this amendment might with a advantage be adopted.

He therefore begged the honorable Delegates

quent, aux honorables Délégués du Japon de vouloir bien, en remaniant leurs nouvelles propositions, tenir compte des deux amendements du Délégué de France, en même temps que des autres amendements qui ont été proposés au cours de la présente séance.

Le Président, en réponse aux observations du Délégué d'Italie, dit que les points signalés par l'honorable Délégué seront dûment examinés, mais qu'il est impossible aux Délégués japonais de faire connaître exactement à la Conférence, dès à présent et avant d'avoir eu le temps d'étudier les divers amendements qui ont été présentés, dans quelle mesure ils se verront à même, en refondant leurs propositions, de se rendre aux désirs exprimés par les Délégués intéressés.

M. Hubbard fait observer qu'il est naturellement bien entendu que les honorables Délégués du Japon sont libres d'agir comme ils pourront le juger à propos, en adoptant ou en repoussant les divers amendements qui ont été présentés.

M. Schévitch exprime l'opinion qu'il serait désirable que le nouveau texte que les Délégués japonais se proposent de préparer fût remis à domicile aux membres de la Conférence dans un délai aussi court que possible, deux ou trois jours, afin qu'ils aient le temps de l'étudier à loisir avant la prochaine séance.

Le Président répond que les propositions remaniées seront communiquées le plus tôt possible, mais il ne peut affirmer que les Délégués les recevront dans un délai aussi court que celui mentionné par l'honorable Délégué de Russie.

Le Président propose ensuite que la Conférence s'ajourne au vendredi 11 février, à deux heures de l'après-midi.⁽¹⁾

Cette proposition est adoptée, et la séance est levée à 5 heures moins un quart.

Signé:

SIENKIEWICZ.
R. DE MARTINO.
G. NEXT.
HOLLEBEN.
ZAPPE.
D. SCHÉVITCH.
J. DELAYAT.

of Japan, to take into consideration, when remodelling their new proposals, the two amendments of the Delegate of France at the same time as the other amendments which had been proposed at the present sitting.

The President stated, in reply to the observations of the Delegate of Italy, that the points to which the honorable Delegate had drawn attention would be duly considered, but that it was impossible for the Japanese Delegates to inform the Conference immediately, and before they had had time to study the various amendments which had been presented, exactly to what extent they could in remodelling their proposals, meet the wishes expressed by the Delegates concerned.

Mr. Hubbard observed that it was of course understood that the honorable Delegates of Japan were free to act as they might deem advisable in adopting or rejecting the various amendments which had been submitted.

Mr. Schévitch expressed the opinion that it would be advantageous if the new draft which the Japanese Delegates intended to propose could be transmitted to the members of the Conference at their residences with as little delay as possible, within two or three days, for instance, in order that they might have the time, to study it before the next sitting.

The President said that the proposals as remodelled would be distributed as soon as possible, but that he could not be certain that the Delegates would receive them in so short a time as that mentioned by the honorable Delegate of Russia.

The President then proposed that the Conference should adjourn until Friday the 11th of February at 2 o'clock in the afternoon.*

This proposal was adopted, and the meeting terminated at a quarter to 5 o'clock.

Signed:

INOUE KAORU.
AOKI SIUZO.
ZALUSKI.
F. R. PLUNKETT.
NICHOLAS J. HANNEN.
RICHARD B. HUBBARD.
J. J. VAN DER POT.
R. W. IRWIN.
J. LOUREIRO.

Certifié conforme à l'original:

Certified to be a correct copy:

BARON DE SIEBOLD.
D. W. STEVENS.
TSUZUKI KEIROKU.
JOHN. H. GUBBINS.
P. DE LUCY-FOSSARIEU.

⁽¹⁾Cette date a été ultérieurement reportée au samedi 12.
(Note du Secrétariat.)

*The meeting was subsequently postponed until February 12th. (Note by the Secretariat.)